

## **Divergences franco-allemandes sur l'Euro**

### ***Le choix de la monnaie unique doit-il conduire à la dépolitisation de toutes les décisions de gestion économique ?***

Dans l'article voisin, Horst Siebert réaffirme avec force la doctrine monétaire allemande dont il fait une condition sine qua non de passage à l'Euro. Ce dernier selon lui doit être géré comme le mark ou ne pas être. Faute d'un accord fondamental et durable sur la gestion future, "à l'allemande", de la monnaie unique nous ne pourrions éviter des conflits récurrents entre pays membres sur la politique monétaire de la future banque centrale. La seule façon de se soustraire à ce danger, selon le gouvernement allemand et ses conseillers, c'est de dépolitiser une fois pour toutes la monnaie unique en la faisant échapper à tout contrôle des responsables politiques élus et en la confiant à une autorité technique indépendante des gouvernements, c'est-à-dire la banque centrale européenne, conçue sur le modèle de la Bundesbank .

Mais si la monnaie sort de la compétence gouvernementale il faut assigner à l'autorité administrative qui en sera responsable un ou plusieurs critères de bonne gestion. Car il ne serait pas admissible, si la monnaie affecte le niveau des prix et par suite le bien-être des citoyens de l'Europe comme le soutiennent les monétaristes, de laisser le niveau de vie des électeurs à la discrétion, sinon l'arbitraire, de techniciens qui ne les représentent pas et sur lesquels ils n'auront après leur désignation aucun contrôle. Cela constituerait une régression de la démocratie.

### **Règles techniques imprécises**

C'est pourquoi Siebert propose comme seule règle de gestion monétaire, conformément au traité de Maastricht, la poursuite de l'objectif de stabilité des prix sur le continent, disposition qui est déjà inscrite dans la constitution de la république fédérale et dans les statuts de la Bundesbank. Aux Etats-Unis au contraire, le Système de Réserve fédéral fait figurer dans les critères de bonne gestion l'objectif de plein emploi à côté de la stabilité des prix. Conception vers laquelle penchent en fait les gouvernements français comme le montrent les diverses propositions visant à l'inclusion d'un objectif d'emploi aux sommets de Dublin, puis d'Amsterdam. On admettra que ces réserves viennent bien tard et sont contraires au traité mais entre Etats souverains ces remises en cause paraissent inévitables.

Cependant Siebert va plus loin dans l'expression des exigences allemandes. Il entreprend de souligner, à plaisir, ce que seront les conséquences probables, économiques, sociales et finalement politiques, de la gestion rigoureusement anti-inflationniste de la monnaie unique dans des économies qui ne sont pas totalement flexibles ni absolument "vertueuses", et les pressions qu'elle ne manquera pas d'engendrer sur les gouvernements nationaux pour en compenser les effets désagréables. L'opinion réclamera certainement des transferts de revenus accrus pour indemniser les chômeurs, il s'ensuivra un endettement correspondant des Etats et la tentation de

jouer d'un euro "faible" sur le marché des changes pour favoriser les entreprises et l'activité générale. La tentation sera également forte d'aligner vers le haut tous les régimes sociaux des pays européens pour éviter la concurrence sociale entre eux et substituer au "moins-disant social" un "plus-disant" uniforme au sein de l'espace européen.

## **Position maximaliste**

Pour Siebert, la défense de la stabilité des prix en Europe, quel qu'en soit le prix économique et social, passe ainsi par la flexibilité des salaires et de l'emploi, la réduction des déficits publics, le refus d'une euro faible et le maintien de systèmes nationaux de protection sociale et de fixation des salaires. Le choix d'une politique monétaire conduit alors du même coup à adopter tout un ensemble de politiques budgétaires et structurelles impératives dont le pacte de stabilité n'est qu'une préfiguration partielle. Il réduit d'autant les marges de choix de politique économique générale des gouvernements nationaux. Ainsi non seulement le choix économique de la monnaie unique conduit nécessairement à la construction politique d'un Etat unique mais de surcroît il enferme les gouvernements nationaux, en attendant son édification, à adopter tous la même politique économique et sociale qui serait indispensable à la défense de la politique monétaire restrictive inscrite dans le traité de Maastricht. Ce n'est plus seulement une dépolitisation de la monnaie mais une dépolitisation de l'ensemble des politiques économiques et sociales qui est réclamée par l'Allemagne comme condition de l'abandon de son indépendance monétaire.

En réalité cette position maximaliste est particulièrement critiquable. Le point de départ de Siebert tout d'abord. La règle de l'inflation zéro ou proche de zéro ne s'impose nullement en théorie économique. Les quelques analyses existantes suggèrent l'optimalité d'une inflation négative. Mais elles apparaissent fort éloignées des conditions réelles de fonctionnement des économies et personne en fait n'en demande autant, même chez les plus doctrinaires des gouverneurs de banques centrales. C'est la preuve de ce qu'une inflation faiblement positive est généralement tenue pour favorable à la croissance et au plein emploi.

La question se pose alors immédiatement de savoir quel est le "bon" niveau d'inflation. Il n'existe malheureusement pas en la matière de règle suffisamment précise. Il faut s'en remettre au jugement, à l'intuition des responsables de la gestion macro-économique, c'est-à-dire des gouvernements et à leur capacité d'adaptation aux circonstances de l'environnement qui sont nécessairement imprévisibles. C'est pourquoi il est indispensable de confier cette tâche à des représentants élus, qui doivent rendre compte de leurs actes devant les citoyens. L'absence de règles objectives et précises que l'on puisse définir à l'avance signifie que la "solution" de la gestion monétaire par la technocratie des banques centrales ne repose sur aucun fondement suffisant. On ne peut pas dépolitiser totalement la monnaie.

## **Conception particulière**

Contestable également est la prétention de la politique monétaire à régenter toutes les autres politiques publiques. Observons d'ailleurs que même dans le cas de l'Allemagne, qui attache une

telle valeur à la stabilité des prix, cet impérialisme de la gestion monétaire n'a pas fonctionné. L'inscription de l'objectif de stabilité des prix dans la constitution et dans statuts de la Bundesbank n'a pas empêché la dérive sociale-démocrate, le développement des rigidités sur le marché du travail, et l'accroissement massif des transferts et des déficits publics. Vouloir imposer une conception particulière de l'ensemble des politiques économiques à tous les gouvernements européens au nom de la stabilité monétaire constitue certainement une interprétation abusive des vertus de l'inflation zéro dont on sait l'absence de justification sérieuse (1).

Il faut d'ailleurs s'interroger sur le bien fondé d'une telle approche. Les économistes peuvent chiffrer les coûts et les avantages de telle ou telle politique. Mais ils ne peuvent prétendre faire échapper la gestion de l'Etat et l'ensemble des transferts de revenus au contrôle des citoyens dans un système qui se veut démocratique. Certes les majorités, et a fortiori les majorités relatives, ne doivent pas pouvoir faire n'importe quoi. Mais il ne faut pas, au prétexte d'éviter une démocratie "totalitaire" tomber dans un régime d'arbitraire technocratique et monétaire.

On ne voit pas, enfin, pourquoi il faudrait éviter tout conflit futur entre autorités nationales à propos de la gestion de l'Euro. Si monnaie unique il y a, pourquoi ne pourrait-on débattre en permanence sur la meilleure façon de la gérer ? Cela aboutirait probablement à un compromis qui ne serait pas forcément la plus mauvaise solution.

Et finalement de deux choses l'une : ou bien l'on croit qu'il y a un avantage en soi à disposer d'une monnaie commune et cela peut justifier des compromis sur la manière de la gérer, ou bien l'on attribue la priorité à la stabilité monétaire et cela peut conduire à renoncer à la monnaie commune. Soutenir que la monnaie commune n'est avantageuse que dans la seule hypothèse d'une gestion restrictive conforme aux priorités d'un seul des partenaires c'est en fait nier son intérêt intrinsèque. Si les responsables allemands estiment que la règle de gestion monétaire est plus importante que la monnaie unique ils doivent le dire maintenant et en tirer éventuellement les conséquences en conservant le Deutsche mark qui est, de ce point de vue, parfaitement adéquat, tout en renonçant à créer l'Euro. Si au contraire ils donnent la priorité à la monnaie unique, alors ils doivent probablement se résoudre à une confrontation permanente avec les autres européens sur la meilleure façon de la gérer. Il n'est pas trop tard pour choisir. Mais en économie il n'y a pas de repas gratuit et tout choix implique un sacrifice.

JJR

(1) Voir mes analyses dans *L'erreur européenne*, Grasset, 1998.